



Montpellier – France
28 Juin – 1^{er} Juillet 2010

Innovation et Développement Durable dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire

www.isda2010.net



L'INNOVATION EST-ELLE VRAIMENT LA SOLUTION ? : L'EXEMPLE DU GRAND SUD CAMEROUN

Philippe PEDELAHORE*, Rosine TCHATCHOUA**.

* UMR Innovation, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, CIRAD, Avenue Agropolis, 34398, Montpellier, philippe.pedelahore@cirad.fr

** Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA), Université de Dschang, BP 96 Dschang, Cameroun, tdrosine@yahoo.fr

Résumé — L'innovation constitue pour de nombreux agents des appareils de recherche et de développement agricole, l'un des principaux leviers sur lequel il est possible de compter pour réduire la fragilité des populations les plus pauvres et améliorer la durabilité des sociétés agraires. Il nous a semblé intéressant d'analyser si cette vision du rôle de l'innovation était partagée par les acteurs directement concernés par sa mise en œuvre.

Une première série d'entretiens réalisés dans quatre zones du Grand Sud Cameroun a montré que les ménages agricoles mobilisent pour améliorer leurs revenus et l'avenir de leurs enfants des « solutions » souvent peu novatrices mais qui ont fait leurs preuves dans le contexte qui est le leur. La diversification des activités et des productions, la migration à la recherche de nouvelles terres, sont ainsi fréquemment citées par les personnes interviewées.

Dans une seconde étape nous avons cherché à évaluer la véracité et à préciser les informations apportées par les ménages concernant les stratégies relatives au développement de la pluriactivité. Les enquêtes réalisées montrent que pour trois des quatre zones étudiées les revenus non agricoles représentent aujourd'hui un tiers des revenus totaux des ménages agricoles. Elles montrent également que la majorité des ménages construisent des systèmes d'activités et des parcours de vie qui mêlent activités agricoles et non agricoles.

Cette étude souligne le fait que l'innovation ne constitue pas pour tous les ménages et dans tous les contextes un levier essentiel de l'amélioration des revenus des ménages et de la durabilité des sociétés agraires.

Mots clés : ménages agricoles, stratégies, innovation

Abstract - For numerous agents of research and/or development institutions, innovation constitutes one of the main tools on which they count to reduce fragility of the poorest populations and to improve durability of agrarian systems. We thought it would be interesting to analyze whether this vision on the role of innovation is shared by the actors who are directly touched by its implementation.

A first series of interviews, realized in four zones of South Cameroon, showed that agricultural households often mobilize solutions that are little innovative, yet have shown their worth in the farmers' context, in order to improve their income and/or safeguard the future of their children. Diversification of activities and production as well as migration for the search of new land, are frequently mentioned by the interviewed households.

During a second stage, we tried to clarify and evaluate the correctness of the information given to us by the interviewed households, especially regarding the strategies followed relative to the development of diversification of activities. The results showed that in three out of four study zones, the non-agricultural incomes currently provide approximately one-third of total income for these farmer households. The results also showed that the majority of households construct activity systems and a course of life which mix agricultural as well as non-agricultural activities.

This study shows that innovation, depending on the farmer household and its context, is not always an essential tool for the improvement of farmer household incomes and the durability of agrarian societies.

Key words: farmer households, innovation, strategies

INTRODUCTION.

L'innovation constitue pour de nombreux agents des appareils de recherche et de développement agricole l'un des principaux leviers sur lequel il est possible de compter pour réduire la fragilité des populations les plus pauvres et favoriser leur intégration socio-économique. Les vertus de l'innovation sont également fréquemment convoquées pour contribuer à résoudre les problèmes relatifs à la durabilité écologique et socio-économique des systèmes agraires actuels.

Il nous a semblé intéressant d'analyser si cette vision du rôle de l'innovation était partagée par les acteurs directement concernés par sa mise en œuvre.

Avant de présenter les résultats obtenus, cette communication précisera tout d'abord le cadre conceptuel dans lequel nous situons ce travail.

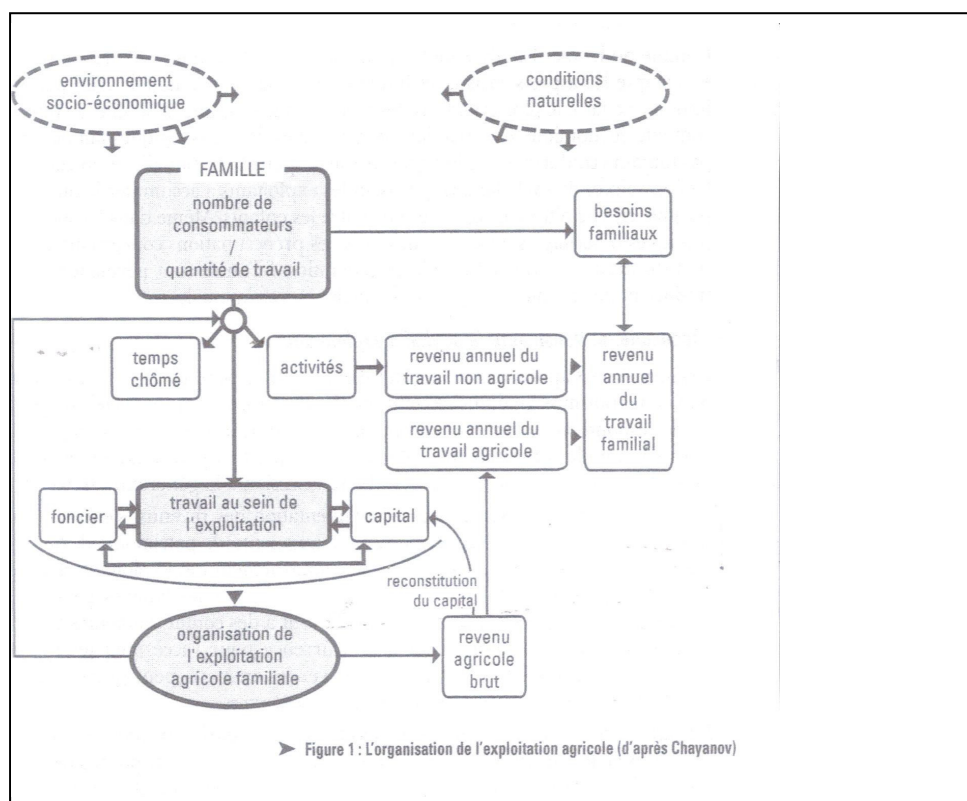
1. OU COMMENCE ET OU S'ARRETE L'INNOVATION ?

Nous retiendrons comme définition du terme « innovation » celle proposée par Rogers (1983) ou Renard (2001) qui indiquent que ce terme renvoie « à l'introduction dans un système stable d'une idée, d'une technique, ou d'une pratique nouvelle ». Celle proposée par Schumpeter (1935) qui élargit ce concept « à toute nouvelle combinaison des facteurs de production » nous paraît traduire souvent des évolutions que nous qualifierons plutôt de « changements ». L'innovation suppose, dans notre acceptation du terme, la possibilité d'identifier l'origine, les canaux de diffusion, ainsi que la cinétique et le niveau d'adoption de l'invention à laquelle on fait référence. Ainsi la mise au point d'une nouvelle variété peut donner lieu à une innovation si elle est adoptée par des groupes sociaux, mais le passage progressif d'une stratégie, où le chef d'exploitation consacre 65% de sa force de travail au cacao et 35% au vivrier, à une stratégie où il consacre 50% de sa force de travail au cacao et 50% au vivrier sera plutôt qualifiée de « changement ». Ces changements graduels, lorsqu'ils se basent sur une idée ou une pratique déjà connue, ne relèvent pas pour nous de l'innovation.

2. OBSERVER LE MENAGE PLUS QUE L'EXPLOITATION.

Pour un agronome, l'unité d'observation habituelle est l'exploitation familiale agricole. Ce concept fait référence à « un modèle d'agriculture basé sur la famille monogame nucléaire et les moyens qu'elle met en œuvre aux fins de produire des denrées agricoles » (P. Bergeret et M. Dufumier 2002). Sur la base des travaux de Chayanov les deux auteurs précédents proposent le modèle présenté ci-dessous (voir figure n°1) qui résume les principaux éléments de l'environnement, de la structure (moyens de production) et du fonctionnement de l'exploitation familiale agricole (EFA).

Figure n°1 : Environnement, structure et fonctionnement de l'exploitation agricole.



Source : (Bergeret et Dufumier 2002)

Remarquons que dans ce modèle les activités non agricoles et les revenus qu'elles génèrent sont pris en compte. Cependant, dans la conception de Chayanov la valorisation de la main d'œuvre familiale en dehors de l'exploitation est plus présentée comme une réponse à la difficulté de son utilisation sur l'exploitation (accroissement du foncier et intensification à base de travail difficiles) que comme un choix positif lié à l'obtention d'une meilleure rémunération du travail par les activités non-agricoles. De même, les possibilités de réinvestir une partie des revenus non agricoles dans le capital de l'exploitation n'est pas mis en évidence par cette figure.

Ce modèle apparaît ainsi largement piloté par les objectifs de production agricole qu'assigne le groupe familial à son exploitation. Des travaux plus récents montrent que si le concept d'exploitation familiale reste toujours pertinent (Petit M. 2006), le développement des activités non agricoles impose d'élargir le cadre d'analyse des stratégies des exploitants agricoles (Pichot J.P. 2006, Chia E. et al 2006). Elles nous conduisent à retenir pour nos travaux plutôt la notion de « ménage agricole » qui présente l'intérêt d'intégrer de façon beaucoup plus explicite que la notion d'EFA, la diversité des systèmes d'activités possible pour les différents membres du ménage. Cette unité d'observation regroupe les individus, généralement de la même famille (liens de parenté) résidents dans le même lieu au moment de l'enquête. Les systèmes d'activités mis en œuvre par ces ménages présentent au moins un membre qui développe au minimum une activité de production agricole (culture ou élevage).

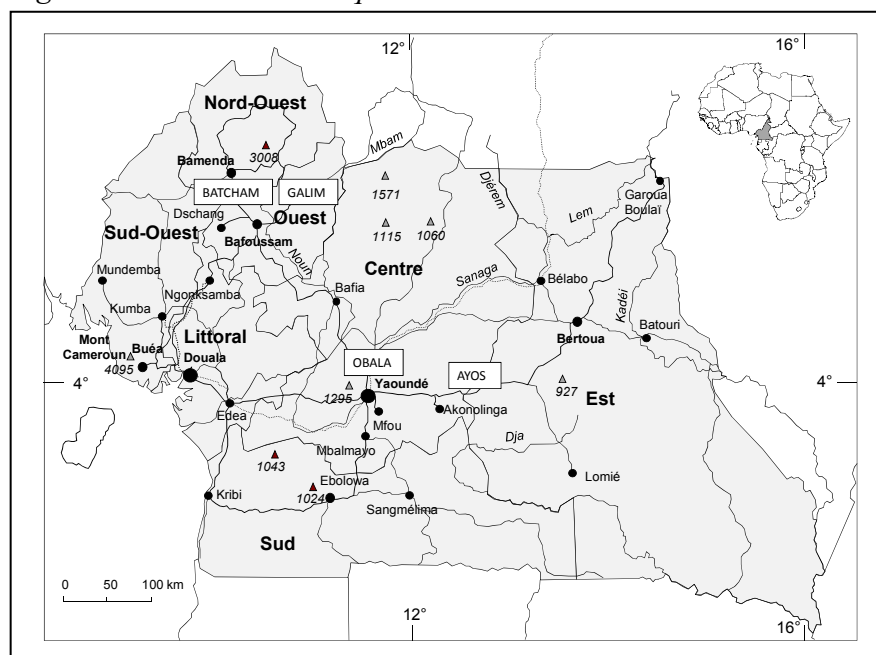
3. OBSERVER LES MENAGES DANS DES SITUATIONS CONTRASTEES.

Ainsi que le rappelle le modèle de Tchayanov, les stratégies des ménages agricoles sont en partie déterminées par l'environnement naturel et le contexte socio-économique dans lesquelles ils s'insèrent. Pour mieux apprécier l'incidence de ces différentes variables sur les stratégies des ménages, nous avons choisi d'analyser des situations contrastées et représentant une partie de la diversité du Grand Sud Cameroun. Le choix des sites d'études est basé sur quatre critères de stratification de l'espace. Nous faisons l'hypothèse que ces derniers ont des répercussions importantes sur les stratégies développées par les ménages agricoles. Quatre sites d'étude ont ainsi été retenus. Il s'agit des sites de Batcham, Galim, Obala et Ayos (voir leurs caractéristiques et leur localisation dans le tableau n°1 et la figure n°2 ci-après).

Tableau n°1 : Caractéristiques des quatre sites d'étude.

Caractéristiques	Sites d'étude			
	Batcham	Galim	Obala	Ayos
Densité de population (en nb hab/km ²)	>150	50<x>100	100<x>150	<30
Morpho-pédologiques	Hauts plateaux (>1500m) sur sols volcaniques	Hauts plateaux (>1500m) sur sols volcaniques	Plateaux (600 à 800m) sur sols latéritiques	Plateaux (600 à 800m) sur sols latéritiques
Systèmes de production	Vivriers + Café	Vivriers + maraîchage + café	Cacao + vivrier + maraîchage	Vivrier + cacao + café
Intégration aux réseaux routiers et marchands	Bonne et ancienne	Bonne et ancienne	Très bonne et très ancienne	Moyenne et récente

Figure n°2 : Situation des quatre sites d'étude dans le Grand Sud Cameroun.



**4. INNOVER OUI,
MAIS IL EXISTE
AUSSI D'AUTRES**

SOLUTIONS

Nous avons, dans un premier temps, souhaité recueillir la perception qu'avaient les ménages de leurs propres objectifs et stratégies et préciser l'importance occupée par les processus d'innovation. Ces données ont été recueillies à travers des entretiens individuels ouverts réalisés auprès d'une dizaine de personnes ressources par site et à travers des entretiens collectifs réalisés auprès de 1 à 3 groupes par site. En tout nous avons recueilli l'avis d'une trentaine d'individus par site. L'analyse du discours de ces divers entretiens fait ressortir les principaux éléments suivants :

Tableau n°2 : Stratégies des ménages agricoles pour les quatre sites étudiés.

Stratégies des ménages / Sites	Batcham	Galim	Obala	Ayos
Sortir de l'agriculture (eux ou leurs enfants) et/ou développer des revenus non agricoles,	+++	++	+++	+++
Diversifier les productions agricoles marchandes	++	+++	++	+++
Migrer à la recherche de terres fertiles	+++	+	+++	0
Travailler plus pour augmenter les surfaces cultivées / actif	+	++	+	+++
Vendre au meilleur prix	+	++	+	++
Améliorer les performances des itinéraires techniques (variétés améliorées surtout)	+	++	+	+

Légende : +++ = citée par plus de 66% des personnes interrogées, ++ = citée par 33 à 66% des personnes interrogées, + = citée par moins de 33% des personnes interrogées, 0 = non citée par les personnes interrogées.

➤ **Sortir de l'agriculture et diversifier les sources de revenus.**

L'activité agricole est considérée par la majorité des personnes interviewées comme une activité « abandonnée par l'Etat », pénible physiquement, risquée et peu rémunératrice. Le statut d'agriculteur est souvent perçu, non comme un choix positif ou comme un vrai métier, mais comme une situation contrainte : « il fallait que quelqu'un de la famille garde la terre », « c'est mon père qui m'a ramené de la ville pour me marier au village », « je n'étais pas fort à l'école,... ».... L'identité ou les compétences paysannes sont fréquemment dépréciées par les producteurs eux-mêmes : nous sommes des « débrouiller-manger », des « essayons-voir ». Cette vision est souvent encore plus forte en ce qui concerne l'avenir professionnel de leurs enfants : « je ne veux pas que mes enfants soient planteurs comme moi ».

Cette vision souvent négative du métier d'agriculteur conduit de nombreux individus à se chercher un autre métier. Beaucoup d'entre eux cherchent à construire des parcours de vie où se succèdent périodes en ville et périodes au village en fonction des opportunités d'emplois non agricoles. Une parcelle récemment mise en culture ou une plantation de cacao pourra ainsi être abandonnée pour saisir une opportunité d'emploi jugée plus rémunératrice. Ces mouvements migratoires concernent les zones fortement peuplées et bien reliées aux réseaux routiers comme Obala et Batcham, mais également des zones peu peuplées et excentrées comme Ayos. Cet aspect peu attrayant et rémunérateur de l'activité agricole conduit également certains individus à développer en parallèle de leur activité agricole d'autres activités non agricoles (petits commerces, salariés du bâtiment, moto-taxi, chauffeurs...) qui leur permettront de compléter leurs revenus agricoles. Il conduit enfin la quasi-totalité des parents interrogés à consacrer une part importante des revenus familiaux aux frais de scolarité (écoles et lycées publics ou privés,...). Pour les ménages les moins fortunés, l'effort financier consenti pour l'éducation et la formation professionnelle des enfants peut fréquemment représenter jusqu'à 50% de leurs revenus monétaires annuels. On observe ainsi que les stratégies visant à « sortir de l'agriculture » surdéterminent une partie des stratégies agricoles et des possibilités d'investissement dans l'outil de production ou les intrants agricoles.

Cependant, les discours des personnes interrogées indiquent aussi que si la terre « paye mal » elle reste une position de replis et un lieu d'intégration socio-économique indispensable pour la plupart de ceux qui n'ont pas réussi en ville. Cette possibilité de replis est particulièrement importante pour les jeunes partis en ville, qui s'y sont mariés et qui, lorsque le nombre d'enfants augmentent, ont bien du mal à joindre les deux bouts avec leurs modestes salaires : « A Yaoundé on gagne beaucoup mais on dépense aussi beaucoup ! ». La possibilité de replis au village a été également salvatrice pour de nombreux déflatés ou licenciés des années de crise (87 à 94), ainsi que l'ont également montré les travaux du CIFOR (Pokam et al 1999). Au-delà de cet aspect matériel, la terre, la plantation et le village restent le lieu privilégié de la construction identitaire et patrimoniale de la plupart des ménages : « *un homme qui n'a pas de cacao n'est pas un homme !* » Le nombre de migrants rappelés de la ville par le père pour venir « tenir leur position au village » sont significatifs de la vitalité de cette dimension sociale, identitaire et patrimoniale. De même, la dépouille mortelle de la plupart des migrants partis en ville est rapatriée au village pour y être enterrée, faisant ainsi d'une ville comme Yaoundé « une ville sans cimetières ».

Enfin, l'agriculture est citée par quelques unes des personnes interrogées comme une activité où « si tu as les moyens, tu peux gagner beaucoup ». On observe en effet que des hommes d'affaires ou de hauts fonctionnaires investissent leurs capitaux dans certaines activités agricoles qui peuvent s'avérer fort rentables (culture de pomme de terre dans l'Ouest, maïs et maraîchage dans l'Ouest et le Centre, cacao et palmier à huile dans le Centre et l'Est...) pour une agriculture de type patronale employant de nombreux salariés.

➤ **Diversifier les productions agricoles marchandes.**

La seconde stratégie fréquemment citée par les personnes interrogées consiste à chercher à compenser la baisse ou l'instabilité des revenus issus des cultures de rente traditionnelles (café et cacao) par l'intégration dans leurs systèmes de production, ou l'augmentation des surfaces, des cultures vivrières ou maraîchères souvent plus rémunératrices :

- A Galim et dans une moindre mesure à Batcham c'est le maïs, les haricots et les cultures maraîchères (tomate, pastèque, piment...) qui ont pris le relais des cultures de café pour l'accès aux revenus monétaires. Les petits élevages peu consommateurs d'espace (volailles, porcs) connaissent également un essor important.
- A Obala, si les revenus du cacao restent importants, on assiste à la recherche de nouvelles spéculations (maïs, tomate, petits élevages...) en particulier chez les individus ne disposant pas, ou ne bénéficiant pas directement, des revenus des plantations pérennes (femmes, jeunes...) et intéressés par les cultures à cycles courts autorisant un retour sur investissement rapide.
- A Ayos ce sont les tubercules (manioc et macabo) et le plantain qui ont « remplacé » le cacao et le café et qui constituent aujourd'hui les principales spéculations marchandes de cette zone.

➤ **Marcher plus longuement et migrer pour chercher de la terre (fertile).**

La plupart des personnes résidant dans les zones fortement peuplées mentionnent également l'importance des stratégies permettant d'avoir accès à de nouvelles surfaces agricoles.

A Obala les agriculteurs et agricultrices n'hésitent plus à parcourir à pied 10 à 15 km par jour pour aller mettre en valeur des terres plus fertiles ou plus disponibles. A Batcham les femmes s'organisent en groupes pour affréter des taxis-brousse et vont à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de résidence pour aller cultiver des vivriers sur des terres prêtées ou louées.

A ces migrations pendulaires ou temporaires s'ajoutent des migrations plus définitives qui entraînent un changement de lieu de résidence. Ainsi les agriculteurs d'Obaba alimentent depuis une trentaine d'années un important flux de migration vers les zones de Talba et Ntui au Nord de la Sanaga et vers l'Est (Batchenga, Nanga Eboko...). Ce sont ces phénomènes migratoires qui sont à l'origine des fortes dynamiques de plantation cacaoyère.

Ces migrations jouent un rôle essentiel dans le maintien de rendements acceptables, le niveau de valorisation de la main d'œuvre familiale (meilleur rapport surface cultivée/actif) et dans le développement de la production agricole du Grand Sud Cameroun. L'ancienneté et la permanence de ces phénomènes migratoires souligne leur importance dans les stratégies mises en œuvre par les exploitations familiales agricoles. Il semble d'ailleurs que l'importance de ce phénomène soit en augmentation : « avant on quittait aussi mais pas beaucoup comme maintenant ».

➤ **Travailler plus pour augmenter les surfaces cultivées.**

Dans des zones comme Ayos où le foncier disponible reste important, l'objectif de préservation ou d'augmentation du niveau des revenus monétaires du ménage a conduit de nombreux individus à travailler plus pour mettre en valeur des surfaces plus importantes. Les femmes ont dès 1990, commencé à augmenter leurs surfaces de « cultures vivrières » devenues, surtout à partir de « l'arrivée du goudron » en 1992, des cultures « marchandes ». Elles peuvent, en créant des groupes féminins d'entraide, peu usités auparavant, mettre en place de vastes surfaces de culture de manioc (> à 1ha) qui seront ensuite commercialisées. Les hommes, qui s'occupaient auparavant essentiellement de leurs cultures de rentes (cacao, café), leur ont emboîté le pas quelques années plus tard (« *on ne va pas laisser les femmes gagner plus que nous !* ») et se sont à leur tour fortement investis dans les nouvelles cultures vivrières marchandes (manioc, plantain...) sans tout à fait délaisser cependant leurs cultures pérennes.

➤ **Vendre au meilleur prix.**

La disparition des filières administrées (cacao et café) qui garantissaient un prix à la récolte, même si celui-ci pouvait varier d'une année à l'autre, va conduire les agriculteurs à s'insérer dans les marchés concurrentiels et fluctuants des denrées vivrières ou maraîchères. Ces nouvelles conditions de vente de leurs produits vont les amener à mettre en place des stratégies leur permettant de profiter au mieux des variations de prix ou tout du moins de chercher à en limiter les inconvénients.

Ainsi, si les calendriers culturels restent bien sur largement déterminés par la pluviométrie et la gestion de la force de travail, ces stratégies vont amener les producteurs à tenter d'investir des périodes de semis et de plantation qui font coïncider la période de récolte avec celle où les prix sont plus élevés (maïs de deuxième cycle, cultures maraîchères de bas-fond en contre-saison, ...).

Les producteurs mettent également en œuvre des innovations leur permettant de retarder la date de récolte en attendant un relèvement des prix de marché. Ainsi dans la zone de Galim les maïsiculteurs laissent leur maïs sur pied plusieurs semaines après la maturité physiologique en attendant la remontée des cours. De même, sur Ayos le macabo n'est pas désherbé en fin de cycle pour freiner la germination des tubercules et constituer ainsi un stock que l'on pourra garder en terre de nombreuses semaines en attendant des prix plus intéressants.

A ces stratégies au niveau des calendriers culturels ou des méthodes de stockage sur pied s'ajoutent des pratiques visant à transformer les produits pour permettre leur conservation et leur transport sur de longues distances (bâtons de manioc, ...), ou l'investissement de nouveaux marchés de niche (tapioca de manioc).

Enfin les producteurs tentent, avec des résultats plus ou moins convaincants, de mettre en place des organisations paysannes (OP) permettant à travers la vente groupée (maïs par l'OP Bimum de Galim et cacao par l'OP FEPADA d'Ayos) de prospecter de nouveaux marchés et de mieux négocier les prix de vente.

➤ **Améliorer les performances des ITK**

Quelques une des personnes interrogées mentionnent enfin l'amélioration des itinéraires techniques comme l'une des stratégies envisagée pour l'amélioration des revenus du ménage. Elles indiquent en particulier que les producteurs savent se saisir de certains des résultats produits par la recherche lorsque ceux-ci répondent à leurs attentes. C'est le cas par exemple, ainsi que le confirment les travaux de Mireille Ntsama (Ntsama 2007), de l'adoption des variétés de maïs améliorées qui a accompagné durant ces dernières années le développement de cette nouvelle culture commerciale. Ainsi, si des exemples intéressants de valorisation des produits de la recherche ont été mentionnés lors de ces entretiens, il apparaît qu'ils se regroupent surtout autour de l'adoption de matériel végétal amélioré (maïs, pomme de terre, palmier à huile, ...) ou de nouvelles techniques de multiplication du matériel végétal (pour le plantain par exemple). Par contre on observe peu d'adoption de recommandations issues de la recherche ou de la vulgarisation qui portent sur une intensification à base d'intrants agricoles (engrais ou pesticides) ou de nouvelles pratiques techniques. Les itinéraires techniques de nombreuses spéculations, en particulier vivrières, apparaissent ainsi faire l'objet d'un nombre limité d'innovations techniques.

➤ **Une grande diversité de solutions.**

Les discours des personnes interrogées rendent compte de la diversité des stratégies mises en œuvre par les ménages agricoles pour améliorer leurs revenus et l'avenir de leurs enfants. Ils montrent que ces stratégies varient en fonction des sites d'étude, validant ainsi la pertinence des critères de stratification retenus pour leur choix.

Ils mettent également en évidence que les ménages mobilisent des stratégies s'appuyant sur différents niveaux de décision : choix des systèmes d'activités (agricoles et non agricoles), choix des systèmes de production agricoles (cultures pérennes, vivrières, maraîchères, petits élevages...), choix des itinéraires techniques (introduction d'innovations techniques, intensification en travail...).

Ils montrent enfin que si ces stratégies s'appuient parfois sur des innovations paysannes (stockage du macabo en terre...) ou basées sur des produits de la recherche (variétés améliorées...), la plupart d'entre elles relèvent de « solutions » (développement des activités et des revenus non agricoles, migration à la recherche de nouvelles terres, modification des assolements, augmentation des surfaces cultivées par actif,...) déjà connues depuis longtemps. Ainsi l'innovation, en particulier technique, ne semble pas constituer le levier principal mobilisé par les ménages pour tenter de maintenir ou d'améliorer leurs conditions de vie et celle de leur descendance.

5. ECLAIRER LA REALITE DES AUTRES SOLUTIONS.

Au-delà de cette première identification des différentes stratégies « à dire d'acteurs », nous avons cherché à évaluer la véracité des déclarations des personnes interviewées et à mieux caractériser ces stratégies. Ce travail d'approfondissement a porté sur la stratégie la plus souvent mentionnée par les acteurs et qui a trait au développement d'activités et de revenus non agricoles.

➤ **Les sources de revenus des ménages agricoles.**

Nous avons réalisé une enquête auprès de 138 ménages agricoles¹ pour préciser l'importance relative des différentes sources de revenus et les principales caractéristiques structurelles des exploitations agricoles.

Le tableau n°3 présente l'importance relative de chaque source de revenus pour l'ensemble des ménages enquêtés dans chacun des quatre sites d'étude.

¹ Cet échantillon de 138 ménages a été réalisé sur par un tirage des ménages au hasard.

Tableau n°3 : Origines des revenus des ménages.

Site	Origines des revenus (part en % du revenu total)				Nombre d'hectares cultivés par actif	Nombre d'années passées en dehors du village par le chef d'exploitation
	Activités agricoles		Activités non agricoles			
	Cultures	Elevages	Maçonnerie, commerce...	Pêche, Chasse		
Batcham	51	15	34	0	0,25	7,8
Galim	77	13	10	0	0,86	7,4
Obala	69	6	23	2	1,04	10,8
Ayos	66	4	16	14	0,76	6,9

Les résultats montrent que si pour Galim les revenus proviennent à 90% des activités agricoles (cultures + élevages), pour les trois autres sites (Batcham, Obala et Ayos), les revenus non agricoles représentent de l'ordre de 30% des revenus totaux des ménages (de 25 à 34%). Ces moyennes par site masquent de fortes disparités entre les ménages de chacun des sites. La réalisation d'une typologie basée sur l'importance relative des revenus non agricoles révèle que ceux-ci peuvent pour certains ménages constituer la majorité de leurs revenus. Ainsi à Batcham où les surfaces agricoles sont réduites, les revenus non agricoles représentent plus des $\frac{3}{4}$ des revenus d'un ménage sur trois. A Ayos et à Obala c'est un ménage sur cinq qui tire plus de 50% de ses revenus des activités non agricoles.

Ces résultats montrent également que la mobilité spatiale des chefs d'exploitation est non négligeable pour toutes les zones, qu'elles soient ou non proches des centres urbains. Ces chefs d'exploitations ont passé en moyenne entre 7 et 11 ans en dehors de leur village, soit pour des activités liées à leur formation de base ou professionnelle, soit pour développer une activité salariée ou privée, généralement non agricole, dans les bourgades ou les villes du Sud Cameroun (Yaoundé, Douala...). La vision de chefs d'exploitations nés à la terre et y finissant leurs jours apparaît donc de plus en plus éloignée de la réalité des parcours de vie que cherchent à construire les ménages agricoles.

Les stratégies des ménages apparaissent, ainsi pour un nombre important d'entre eux, se construire entre trois ou quatre pôles d'activités possibles (cultures, élevages, activités non agricoles, pêche et chasse voire cueillette). Ces activités sont développées de façon plus ou moins importantes en fonction des possibilités locales et des évolutions du niveau de rémunération du travail et de sécurisation des revenus offerts par les différents secteurs d'activités. Ces stratégies de pluriactivités se construisent également autour de parcours de vie mêlant les périodes de vie en milieu rural et en milieu urbain. Le chapitre suivant permet de préciser l'évolution sur la longue période de la place de l'activité agricole dans ces parcours de vie.

➤ **L'évolution des systèmes d'activité des ménages.**

Les enquêtes réalisées ont concerné les différents membres de la parentèle d'un échantillon de 38 chefs de ménage choisis de façon raisonnée (en fonction de la typologie) parmi les 138 ménages enquêtés précédemment. Cette parentèle couvre les trois générations directement liées au chef de ménage : ses parents (père, mère), sa ou ses épouse (s), ses frères et ses sœurs, ses enfants. Les enquêtes ont ainsi renseigné les parcours de vie de 576 individus (181 pour Obala, 249 pour Batcham et Galim, 146 pour Ayos).

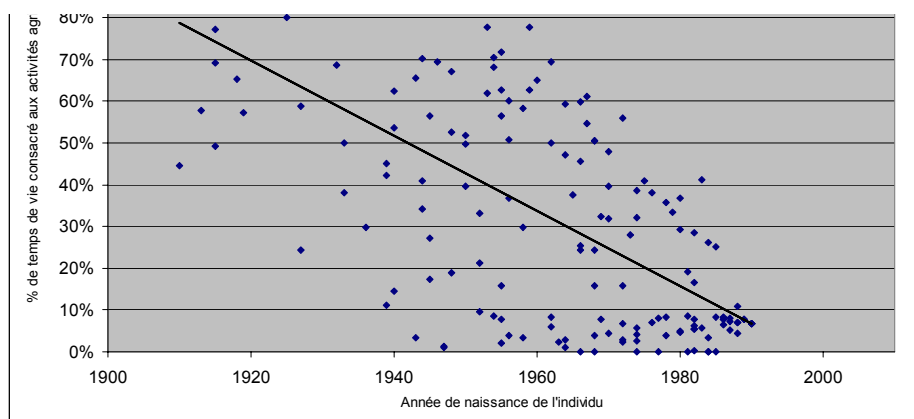
Ces enquêtes ont permis de quantifier le temps consacré par chacun de ces individus tout au long de leur vie aux différentes activités². L'analyse de ces données permet en particulier de calculer le pourcentage de temps de vie consacrée à l'activité agricole.

La figure n°3 montre pour les chefs de ménage d'Obala et leur parentèle, la relation qui existe entre la date de naissance de l'individu et le temps de vie qu'il a consacré aux activités agricoles. Seul les parcours de vie des individus âgés de plus de dix huit ans, donc nés avant 1990, sont analysés.

L'évolution générale mise en évidence par ce graphique est celle d'une forte diminution du temps de vie consacré à l'activité agricole au cours du 20^{ème} siècle. Les enquêtes réalisées sur les trois autres sites (Ayos, Batcham et Galim) montrent des évolutions comparables.

Figure n°3 : Relation entre la date de naissance de l'individu et le temps de vie consacré à l'activité agricole.

³ Les modalités retenues ici pour cette variable « activités » sont les suivantes : enfant, en formation, invalide, agriculture, salarié non agricole (enseignant, infirmière...), entrepreneur privé non agricole (chauffeur de taxi, ...), rentier, pêche-chasse, cueillette.



Il faut noter que si cette inflexion générale est majoritairement due à une évolution des stratégies et des systèmes d'activités des individus, elle provient également de l'âge différent des personnes interrogées. Ainsi, les individus les plus âgées présentent un pourcentage de temps de vie agricole important non seulement parce qu'ils sont nés à une époque où l'agriculture était la principale activité possible, mais également parce que la durée de scolarisation était courte et parce que c'est souvent à la retraite que les villageois exilés à la ville reviennent se consacrer à leurs parcelles agricoles (cacao...). A l'inverse les classes d'âge les plus jeunes présentent des durées d'activité agricoles faibles non seulement parce qu'elles se sont investies plus que leurs aînés dans des activités non agricoles, mais également parce que la durée de leur parcours de vie en tant qu'enfant ou écolier pèse plus lourd dans le calcul du pourcentage de temps de vie consacré à l'agriculture.

Ces observations confirment les données déjà connues (Franqueville 1987) sur l'essor de l'exode rural à partir des années 1965-1970 qui a donc concerné les classes d'âge nées autour des années 1945-1955, comme on l'observe dans notre graphique. Mais ce graphique met surtout en évidence que le phénomène qualifié « d'exode rural », et qui laisse penser que l'on a assisté à un départ définitif de la campagne vers les villes, ne se vérifie que partiellement. En effet, si le graphique montre qu'un nombre non négligeable d'individus se retrouvent avec un pourcentage d'activité agricole compris entre 0 et 20% pour les « non agriculteurs », et entre 70³ et 100% pour les « agriculteurs », il apparaît surtout qu'un nombre important d'individus se situent entre ces bornes de 20% et 70%. Ces derniers pourcentages de temps consacrés à l'activité agricole traduisent l'importance des stratégies et parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles. Cette constatation incite à revoir la définition de ce que l'on a coutume d'appeler un « producteur agricole » ou une « exploitation familiale agricole ».

6. DE L'INNOVATION A LA GESTION DES TERRITOIRES ET DES HOMMES.

Cette étude montre que l'innovation, au sens où nous l'entendons, ne tient qu'une place secondaire dans les stratégies mises en œuvre par les ménages pour maintenir, voire améliorer, leurs revenus. Les stratégies de diversification des activités et des productions, les phénomènes de migration à la recherche de nouvelles surfaces agricoles et l'augmentation des surfaces cultivées par actif, semblent « peser plus lourd » que les processus d'innovation dans la capacité des ménages à se maintenir à la terre, ou à améliorer leur position socio-économique et celle de leurs enfants. Cette étude souligne le fait que l'innovation ne permet pas à elle seule de remettre en cause de façon radicale et rapide les processus historiques de différenciation socio-économique des ménages agricoles et les handicaps structurels de certains territoires ou secteurs d'activité.

Ces stratégies de mobilité professionnelle et spatiale des ménages ont également des répercussions importantes sur la situation actuelle et le devenir de l'agriculture du Grand Sud Cameroun. Elles ont en effet une forte incidence sur l'évolution du nombre d'actifs agricole et sur l'évolution des surfaces cultivées. Dans la mesure où l'agriculture du Grand Sud Cameroun repose essentiellement sur une agriculture familiale manuelle peu consommatrice d'intrants, c'est l'importance de cette force de travail agricole et des surfaces cultivées qui déterminent en grande partie ses capacités productives. Il semble donc important d'aborder le traitement des questions relatives à la relance des exportations agricoles (cacao, café...) et à l'autosuffisance alimentaire de la nation, ou de la sous-région, en renseignant de façon plus précise ces dynamiques de mobilité professionnelles et spatiales sur la longue période.

³ Le seuil à partir duquel on peut par convention considérer que la personne est un « vrai agriculteur » serait de l'ordre de 80% pour les classes d'âge nées entre 1880 et 1950 à une époque où la scolarisation était absente ou courte et de l'ordre de 70% pour les classes d'âge nées après 1950 qui ont connu la scolarisation pour la plupart d'entre eux au moins jusqu'à l'âge de 15 ans (15 ans de scolarisation / espérance de vie de 50 ans = 30% de la vie non agricole).

Ces stratégies ont enfin des incidences importantes sur les rythmes et les modalités de colonisation des espaces forestiers du Grand Sud Cameroun. On assiste en particulier dans les zones de frontière agricole à la montée en puissance d'une agriculture de type patronal capable de mettre rapidement en valeur plusieurs dizaines d'hectares. Cette dernière est souvent portée par des ménages qui disposent d'importants capitaux obtenus en développant des activités non agricoles et qui font appel à une main d'œuvre majoritairement salariée. L'apparition de ces nouveaux opérateurs économiques participent à redéfinir les modalités d'accès aux ressources foncières et à la force de travail pour l'ensemble des ménages. Ces évolutions interrogent sur la durabilité écologique et socio-économique de ce type d'expansion agricole.

Ainsi, s'il est toujours utile que la puissance publique apporte son appui au développement des innovations qui améliorent les performances techniques, économiques et organisationnelles des ménages agricoles, il est également important de développer des travaux de recherche et des politiques publiques traitant de la gestion des territoires et des hommes.

BIBLIOGRAPHIE

- Bergeret P., Dufumier M., 2002. «Analyser la diversité des exploitations agricoles ». In Le mémento de l'agronome. Paris, CIRAD-GRET-MAE, pp. 321-344.
- Chia E., Dugué P., Sakho-Jimbira S. 2006. Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions ? *Cahiers Agriculture*, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006, pp. 1-8.
- Franqueville A. (1987). *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le Sud du Cameroun*. Paris, Editions de l'ORSTOM, 646 p.
- Ntsama M. (2007). Analyse de l'innovation sur la productivité agricole : cas du maïs dans la province du Centre Cameroun. Yaoundé, Université de Yaoundé II, 123 p.
- Petit M. (2006). L'exploitation agricole familiale : leçons actuelles de débats anciens. *Cahiers Agricultures*, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006, pp. 486-490.
- Pichot J.P. (2006) : L'exploitation agricole : un concept à revisiter du nord aux suds. *Cahiers Agricultures*, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006, pp 483-485.
- Pokam J., Kemajou W. et Sunderlin D.W. (1999) : L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du Sud-Cameroun. Jakarta, CIFOR (Center For International Forestry Research), Occasional paper n°25. 23 p.
- Renard J. 2001. *Milieu Rural et innovation : réflexions à partir de quelques exemples en France*. Nantes, Université de Nantes, Cestan, UMR 6590, 10p.
- Rogers E. M., 1983. *Diffusion of Innovations*. New York, The Free Press of Glencoe, 367 p.
- Shumpeter J.A., 1935. *La Théorie de l'Evolution Economique, Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*. Paris, Dalloz, 586 p.